

SOMMAIRE

INTRODUCTION	P. 6
CHAPITRE 1 UNE AGRICULTURE EN CRISE(S)	P. 9
CHAPITRE 2 DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET SOCIAUX	P. 19
CHAPITRE 3 UNE MASSIFICATION INDUSTRIELLE	P. 27
CHAPITRE 4 UNE ACCUMULATION CAPITALISTE	P. 37
CHAPITRE 5 LA SÉLECTION AU SERVICE DE LA STANDARDISATION	P. 53
CHAPITRE 6 DES ÉLEVAGES INSOUTENABLES	P. 63
CHAPITRE 7 UNE PRÉDATION SUR LES RESSOURCES	P. 81
CHAPITRE 8 D'AUTRES AGRICULTURES ONT FAIT LEURS PREUVES	P. 93
CHAPITRE 9 DES CLEFS POUR DEMAIN	P. 111
CHAPITRE 10 UN KALÉIDOSCOPE DE MOYENS D'ACTION	P. 121
CONCLUSION	P. 134
NOTES	P. 136
ALLER PLUS LOIN	P. 142

NOTE DE L'AUTEUR

Alors que les femmes ont toujours joué un rôle considérable dans l'activité agricole, elles ont longtemps été invisibilisées aussi bien sur un plan juridique que dans les analyses économiques ou politiques du XIX^e siècle et d'une grande partie du XX^e siècle. C'est pourquoi les premiers chapitres emploieront le masculin générique en tant que reflet de la réalité sociale des époques étudiées. En revanche, et même si l'égalité des genres est encore loin d'être atteinte dans le monde agricole, l'écriture inclusive reprendra place lorsque nous en viendrons aux questionnements contemporains.

La notion administrative d'« exploitation agricole », apparue au début du XIX^e siècle, est symptomatique de l'adoption d'une logique industrielle. Dans le présent ouvrage, je l'utiliserai lorsqu'il s'agira de reprendre des données statistiques et des discours officiels ou de décrire des unités agricoles industrielles, mais je lui préférerai le terme de « ferme » la plupart du temps.

INTRODUCTION

Le 23 mai 2024, le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, affirmait devant l'Assemblée nationale que « l'élevage industriel n'existe pas en France ». Cette formule en dit long sur le déni actuel du monde agricole vis-à-vis de ses choix techniques et économiques¹, mais aussi sur la guerre des mots qui brouille la compréhension de l'agriculture contemporaine. Or, bien nommer les choses, c'est permettre de les comparer, de les discuter, de les faire évoluer.

La question empoisonne les agronomes, les économistes et les sociologues depuis de nombreuses années : comment qualifier le modèle agricole qui domine l'Europe, et même désormais la plus grande partie du monde ? Productiviste ? Conventionnel ? Industriel ? J'ai longtemps préféré parler d'agriculture « conventionnelle », ce qui présente l'avantage de ne porter aucun jugement en soulignant tout simplement que ce modèle agricole est celui qui « fait convention » dans les institutions internationales depuis un demi-siècle, notamment l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Union européenne (UE) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais en se focalisant sur la dimension agronomique de l'agriculture, cette formule minimise les dynamiques économiques. Nous verrons plus loin que désigner notre agriculture comme « productiviste » est à la fois exact et trompeur, nécessitant un emploi prudent.

L'adjectif « industriel » a connu un singulier glissement sémantique. Il désignait à l'origine tout ce qui se rapporte à la fabrication humaine – par opposition aux objets naturels – et n'impliquait *a priori* ni machines, ni gigantisme, ni intention politique particulière. La révolution industrielle a été nommée ainsi parce qu'elle bouleversait la manière de produire des objets ; l'adjectif identifiait simplement et factuellement le sujet de cette révolution. Mais en transformant radicalement l'économie, les techniques et les sociétés, elle est devenue une notion en soi, et il s'est opéré un glissement de sens de l'adjectif. Il ne désigne plus la cible initiale, mais sert à qualifier le contenu

idéologique, économique et politique de cette rupture dans l'histoire humaine. Dès lors, l'adjectif « industriel » se rapporte à une démarche de production de masse, dans des unités centralisées et mécanisées, basée sur une division extrême du travail et sur l'exploitation de ressources fossiles ; tout comme « l'industrie » ne désigne plus l'habileté à réaliser un travail, mais un secteur économique centralisé et mécanisé exploitant des ressources énergétiques et minières. Une logique industrielle s'oppose à une logique artisanale ou paysanne.

Toutes les fermes conventionnelles ne peuvent pas être individuellement qualifiées d'industrielles, tant s'en faut. Pour autant, il est impossible de comprendre l'économie agricole mondialisée sans identifier les lignes de force explicitement industrielles qui la structurent en profondeur. Que toutes les fermes n'entrent pas dans cette définition n'y change rien : elles s'inscrivent bien toutes dans un contexte puissant qui les écrase, celui d'une intention industrielle et capitaliste.

Expliciter les mots est crucial et vital pour réhabiliter l'action. Une grande partie des crises du monde agricole proviennent d'une imposture, celle qui consiste à faire croire que « l'agriculture » serait une pratique unique, réduite au modèle dominant actuel. S'il n'existe qu'une seule agriculture possible, alors les agriculteurs n'ont pas le choix et doivent accepter d'être broyés et de détruire la planète. Cette manipulation fait passer les intérêts de quelques-uns pour une prétendue contrainte universelle et minimise les alternatives. Identifier les intentions économiques et politiques qui sous-tendent l'agriculture actuelle éclaire *a contrario* les principes et démarches qui favorisent l'émergence d'autres pratiques et filières. Comprendre le monde permet d'agir pour le changer.

Il nous faudra donc commencer par cerner avec rigueur l'ensemble des crises qui traversent l'agriculture contemporaine, puis d'en rechercher les causes historiques structurelles : des choix scientifiques et techniques, une obsession de la massification industrielle, une implacable accumulation du capital. Nous verrons alors comment ces

lignes de force se traduisent dans les domaines clefs des semences, de l'élevage et de la prédation sur les ressources. Nous pourrions ainsi identifier les alternatives techniques et économiques qui existent déjà au sein du monde agricole, et décanter de nouveaux principes et démarches afin de structurer une agriculture réconciliée avec le vivant et les humains. Il sera ainsi possible de déterminer une série d'actions concrètes permettant d'infléchir la réalité, à la portée de chaque individu ou de groupes organisés.

Tout au long de votre lecture, je vous invite à garder en tête que si le modèle agro-industriel présenté ici domine fortement l'agriculture commerciale et particulièrement l'agriculture européenne et nord-américaine, s'il est devenu la norme des politiques étatiques et supra-étatiques, il n'est ni universel ni inexorable. Dans les premiers chapitres, mon rôle – ingrat – consistera à vous initier à la logique et aux conséquences dramatiques de l'industrialisation de l'agriculture, sans omettre que l'immense majorité des paysans sont victimes de ce système, et qu'une minorité notable continue à y résister en France, tout comme de vastes communautés paysannes à travers le monde. Notre voyage visera au bout du compte à les soutenir et à les amplifier.

Cet ouvrage ne fait pas le procès du monde agricole, mais vient au contraire le défendre face à la machine agro-industrielle qui l'écrase.

CHAPITRE 1

**UNE AGRICULTURE
EN CRISE(S)**

Les manifestations agricoles de l'année 2024, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et ailleurs, ont rappelé que l'agriculture européenne concentre les points de fragilité de l'économie mondialisée, et que ses acteurs se trouvent dans un grand désarroi. Le terme de « crise » est galvaudé mais il reste pertinent pour décrire l'état actuel de notre agriculture, qui combine d'une part des fracturations lentes et profondes, et d'autre part une accélération brutale de l'insécurité économique et technique du fait des dérèglements climatiques et des bouleversements géopolitiques.

UNE CHUTE DU NOMBRE DE FERMES

Le nombre d'exploitations agricoles françaises, qui culminait à 5,7 millions en 1892¹, et qui était encore de 2,3 millions en 1955, est descendu à 1,6 million en 1970, 500 000 seulement en 2010 puis 390 000 en 2020². Cette évolution concerne toute l'agriculture européenne et même une grande partie de l'agriculture mondiale, du moins celle qui produit pour les marchés internationaux, mais elle est particulièrement frappante lorsque l'on se penche sur les données disponibles en France sur un temps long. La dégradation et la concentration de l'agriculture française sont une tendance constante depuis le XIX^e siècle, et surtout depuis la Seconde Guerre mondiale. Comme une exploitation peut employer de nombreux salariés, il est intéressant de connaître également l'évolution du nombre d'actifs agricoles : en additionnant agriculteurs, salariés permanents et conjointes non salariées, puis en rapportant à un temps plein, le nombre total d'actifs était de 10 millions en 1945, 3,8 millions en 1970, 650 000 en 2010 et 540 000 en 2020 (700 000 équivalents temps plein si l'on ajoute les saisonniers).

Parallèlement, la taille moyenne des fermes est passée de 19 hectares en 1970 à 55 hectares en 2010 puis à 69 hectares en 2020. Cette donnée inclut des élevages hors-sol, des fermes maraîchères et des domaines viticoles, tous de très petite taille. La surface moyenne des élevages bovins

et des cultures céréalières est aujourd'hui d'environ 100 hectares. Lorsque j'ai commencé ma carrière de conseiller agricole au milieu des années 1990, une exploitation de 500 hectares était rare et considérée comme atypique ; elle est aujourd'hui banale.

La tendance à la concentration est donc puissante. En 2020, 20 % des exploitations accaparent 40 % des surfaces et 45 % de l'emploi. À l'opposé, les microfermes et petites fermes représentent encore plus de la moitié du nombre d'exploitations mais moins du quart des surfaces ; elles constituent à la fois l'essentiel des fermes en crise et un formidable potentiel d'évolution et de sauvegarde de l'activité paysanne.

Cette diminution considérable du nombre de fermes est avant tout la conséquence du non-remplacement de nombreux agriculteurs lorsqu'ils prennent leur retraite. Ne nous trompons pas : contrairement à ce qu'affirment les syndicats agricoles productivistes et certains ministres, ce n'est pas par manque de candidat à la reprise ! Il est dénombré chaque année plus de candidats à l'installation agricole que d'agriculteurs en fin de carrière. La cause principale du décrochage est la difficulté pour les potentiels « repreneurs » à accéder au foncier, c'est-à-dire à louer ou acheter les terres ainsi libérées. Dit autrement, la disparition des petites fermes est due à leur absorption par les grosses fermes voisines, qui ont à la fois les moyens financiers et l'influence syndicale et sociale nécessaires pour disposer des terres à prix fort avant que les candidats à l'installation ne puissent y accéder. Il n'y a pas de « crise de la vocation », mais une crise de l'accès aux facteurs de production, et en particulier au foncier³.

ENDETTEMENT ET BAISSÉ DES COURS

Les départs à la retraite ne sont pas seuls en cause. Certaines fermes disparaissent également après s'être retrouvées en faillite. Car, même si les plus grandes exploitations dégagent de très bons revenus, de nombreuses

autres sont prises à la gorge par un effet ciseaux implacable, formé d'un côté par un énorme taux d'endettement, et de l'autre par la baisse des cours des denrées alimentaires. En 2018, 18 % des agriculteurs français se trouvaient sous le seuil de pauvreté (contre 13 % pour la population générale)⁴. Or plus une ferme est endettée, plus elle est poussée par ses créanciers et par les conseillers agricoles à augmenter son chiffre d'affaires – notamment en s'agrandissant encore – et par conséquent plus elle est sensible à la moindre baisse des cours.

Je développerai plus loin les mécanismes de cette tenaille économique, mais il est nécessaire d'évoquer ici la double nature de la baisse des cours des produits alimentaires. Il s'agit d'abord d'une tendance profonde liée à l'organisation néolibérale des marchés agricoles : depuis la création en 1995 de l'OMC, les prix intérieurs sont tenus de s'aligner sur les cours mondiaux, qui sont structurellement non rémunérateurs car issus de surplus et de spéculation. Il s'agit également d'un phénomène qui s'accroît à certaines périodes. C'est ainsi que des multinationales alimentaires ont instrumentalisé l'attaque de l'Ukraine par la Russie en février 2022, qui modifiait à la marge la disponibilité immédiate de quelques produits sur les marchés internationaux, pour stocker et spéculer, faisant grimper les cours dans une proportion sans commune mesure avec l'évolution des récoltes. Une baisse temporaire de 5 % de l'approvisionnement du marché international en une céréale dont le commerce ne représente lui-même que 20 % des échanges (car elle est surtout consommée localement), c'est-à-dire une variation ponctuelle de moins de 1 % de la disponibilité mondiale réelle, peut provoquer une hausse brutale et durable de 30 à 50 % de son prix ! La concentration des filières internationales et les « jeux » spéculatifs provoquent ainsi une amplification des crises qui dépasse toute raison. Ces mécanismes ne s'appuient sur aucune réalité agronomique.

LA RUPTURE CLIMATIQUE

Il existe toutefois une cause agronomique réelle à la prise en tenaille du monde agricole. Une partie croissante du déséquilibre entre les charges et les produits s'explique par la hausse régulière des coûts de production, résultant de l'instabilité des rendements dans le contexte nouveau du dérèglement climatique.

Depuis que l'agriculture s'est développée en Europe à partir du foyer proche-oriental⁵, elle a bénéficié d'un climat tempéré. Bien sûr, l'Europe a connu des périodes plus délicates, tel le petit âge glaciaire à partir de la fin du Moyen Âge, provoquant des pertes de récoltes. Mais ces refroidissements temporaires ne remettaient pas en cause l'alternance de gel hivernal et de chaleur estivale (formidable facteur de genèse des sols et de régulation des pathogènes), et les séquences d'instabilité notable ne duraient à chaque fois que quelques années. Le dérèglement climatique actuel est inédit dans l'histoire agricole de l'humanité, et en particulier de l'Europe. Jamais une évolution des conditions de production n'a été à la fois aussi rapide et aussi constante. Dans certaines régions d'Europe, il n'y a pratiquement plus de gel en hiver. Partout, la moyenne des températures augmente de façon régulière sur le long terme. Partout, le cycle de l'eau est modifié, voire totalement instable. Les conséquences sur l'agriculture sont cinglantes.

Les aléas climatiques sont légion : tantôt une sécheresse implacable, tantôt une canicule qui grille une partie des cultures, tantôt des inondations brutales, tantôt un printemps tellement pluvieux que les maladies se multiplient et que les engins agricoles ne peuvent plus accéder aux champs détrempés. Une tendance de fond est moins visible mais encore plus inquiétante. Depuis quarante ans, les dates des vendanges ont avancé de vingt à vingt-cinq jours selon les régions, soit un déplacement d'un demi-jour par an ! Les printemps de plus en plus précoces n'évitent pas la persistance de séquences ordinaires de gel en avril ou mai : alors que ces gels tardifs parfaitement normaux étaient sans danger sur des végétaux peu développés, ils ont des effets dramatiques sur des végétaux

ayant commencé leur floraison. Quant aux orages violents, ils passent de l'exception à la norme.

Pour la première fois depuis la diffusion de l'agriculture en Europe, la continuité de cette activité est mise en danger. Alors que les paysans avaient toujours dû et su encaisser une mauvaise année tous les cinq ou dix ans, ils subissent désormais une mauvaise année sur deux, voire plusieurs mauvaises années de suite. Cet effondrement agroclimatique ne se contente pas de fragiliser les techniques et les récoltes, il provoque chez les agriculteurs un sentiment croissant de panique et de terreur. Ils ne savent plus comment ils produiront demain ; ils ne savent plus s'ils produiront encore demain.

Dès lors, il n'est pas surprenant que le monde agricole soit en désarroi et que les suicides se multiplient. Pris à la gorge par les créanciers, mis en cause par l'opinion publique, des paysans étouffent et parfois s'effondrent. La profession agricole est celle qui connaît le plus fort taux de suicide en France, avec presque un agriculteur par jour et un salarié agricole par jour. En Inde, il s'en produit entre 10 000 et 20 000 par an. En Australie, le taux de suicide est de 40 % plus élevé chez les agriculteurs que dans le reste de la population⁶.

Même sans en arriver à cette extrémité, les agriculteurs sont de plus en plus endettés et poussés à s'aligner sur les cours mondiaux, donc sur les conditions de production les plus industrielles et polluantes. La « crise » est réelle, et les paysans en sont les premières victimes, à tous les niveaux.

UN DÉSASTRE ENVIRONNEMENTAL

Broyés par un colosse idéologique et financier qui leur échappe, les agriculteurs deviennent en même temps complices d'un système directement responsable de dégâts environnementaux insoutenables – au sens propre, car la planète ne pourra pas les supporter à moyen et long terme.

Le dérèglement climatique bouleverse l'agriculture, mais par une cruelle ironie cette dernière en est l'une des causes principales! Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la production agricole primaire est responsable à elle seule de près de 25 % de l'augmentation humaine des gaz à effet de serre, et l'ensemble de la chaîne agroalimentaire y contribue même pour 30 à 37 %⁷. Contrairement à ce que propage l'imagerie classique, les tracteurs n'y jouent qu'un rôle marginal et anecdotique. Les trois principales causes agricoles du dérèglement climatique sont :

- le changement d'affectation des sols (cette notion recouvre la déforestation en Amazonie, en Indonésie, en Afrique centrale, etc., qui s'explique notamment par la production d'aliments pour le bétail européen et d'ingrédients destinés à l'industrie agroalimentaire mondiale; mais également le remplacement de prairies par des cultures);
- les engrais azotés de synthèse (qui sont fabriqués en consommant du gaz fossile et du charbon, et qui émettent massivement du protoxyde d'azote N_2O , pire gaz à effet de serre dont le pouvoir réchauffant est 300 fois supérieur à celui du CO_2);
- l'élevage (par l'émission de méthane).

Nous subissons, hélas, une autre crise écologique tout aussi gravissime que le dérèglement climatique, bien que moins médiatisée, à savoir l'effondrement de la biodiversité. Dans les deux cas, le rythme d'évolution est plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, de fois plus rapide que tout ce qu'a pu connaître la planète Terre par le passé, ce qui obère ses capacités à y faire face. Un autre groupe d'experts internationaux, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), en a établi les cinq causes principales⁸ :

- la pollution (en particulier par les pesticides)⁹;

- la dégradation des milieux naturels ;
- les changements climatiques ;
- l'exploitation directe de certaines espèces ;
- les espèces exotiques envahissantes.

L'agriculture est fortement et directement impliquée dans trois de ces cinq causes (pesticides ; destruction des milieux naturels tels les haies, fossés, zones humides, etc. ; un quart à un tiers du dérèglement climatique). Cette responsabilité n'incombe pas à l'agriculture en tant que concept global qui serait coupable par essence, mais bien à celle qui domine actuellement le monde, aux pratiques agricoles majoritaires dites « conventionnelles ». Nous verrons qu'il n'y a aucune fatalité à ce que l'activité agricole détruise le climat et la biodiversité.

Les dégâts des pratiques agricoles dominantes ne s'arrêtent pas là. Elles ont dramatiquement dégradé les sols, aussi bien leur structure (tassement, perte de matière organique) que leur vie interne (effondrement des micro-organismes, vers de terre, etc.). Ce phénomène est planétaire mais dans des proportions spectaculaires en Europe et en Amérique du Nord ; il met en danger la capacité de l'humanité à se nourrir à moyen terme. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'agriculture industrielle provoque la perte de 24 milliards de tonnes de sols fertiles chaque année¹⁰.

Le cycle de l'eau est une autre victime de l'agriculture industrielle, à plusieurs niveaux. D'abord, la dégradation des sols empêche l'infiltration de l'eau et son stockage naturel dans les terres agricoles. Il s'agit là d'un bouleversement trop négligé par les agronomes et les médias, car responsable à la fois d'inondations (l'eau ruisselle au lieu d'être absorbée) et d'assèchement des cultures (l'eau manque dans le sol au printemps et en été). Ensuite, les agriculteurs ont coupé les haies, arasé les talus et comblé la plupart des fossés, ce qui empêche de réguler et de

détourner le parcours de l'eau, et de la laisser s'infiltrer. En ruisselant massivement, elle érode les sols, provoque des inondations, et s'écoule trop vite vers la mer au détriment des écosystèmes terrestres. Triste cerise sur le gâteau, le manque d'eau est compensé par le recours croissant à l'irrigation, qui épuise les nappes phréatiques, détourne la ressource de ses autres usages écologiques et humains, et accélère l'appauvrissement microbien des sols.

Enfin, il est impossible de ne pas dire quelques mots des conséquences sanitaires de l'agriculture actuellement dominante. Les pesticides, en particulier, représentent un problème de santé publique de tout premier ordre. L'ONU elle-même l'a reconnu dans un rapport de 2017 : « Un lien a été établi entre les pesticides et la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, les troubles endocriniens, les troubles du développement et la stérilité. Les pesticides peuvent aussi avoir de nombreuses répercussions sur le plan neurologique [...] »¹¹. » D'une façon générale, les pesticides sont soupçonnés par les chercheurs d'être l'un des principaux facteurs de l'explosion actuelle des cancers (notamment au sein des populations jeunes)¹², et de nombreuses molécules utilisées en agriculture sont des perturbateurs endocriniens (dont l'effet n'est pas proportionnel à la dose, mais peut causer des dégâts sanitaires extrêmes à des doses très inférieures aux seuils d'homologation).

Ces constats imposent de lever les yeux. D'où viennent les conditions de production qui poussent les agriculteurs à s'endetter, qui bloquent les techniques agricoles dans des processus incapables de s'adapter au dérèglement climatique, qui généralisent des pratiques polluantes et destructrices du vivant et du climat, qui permettent à des multinationales d'accaparer les terres agricoles des pays du Sud dans une logique néocoloniale ? Les paysans sont d'abord victimes, c'est entendu. Mais il existe bien un système agricole mondial qui organise les crises, et qui doit être explicité en profondeur tant ses conséquences sont massives.

Ce préambule serait désespérant si le modèle d'agriculture qui domine actuellement était le seul possible, car cela placerait les agriculteurs devant un dilemme insoluble : nourrir l'humanité en détruisant la planète, ou préserver la planète en provoquant des famines ? Nous verrons au chapitre 8 qu'il s'agit d'une manipulation de la part des lobbies agro-industriels, alors qu'il existe de nombreuses manières de nourrir l'humanité et de préserver dans le même temps la planète et les paysanneries du monde.